



## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**






---

**Marché n° 2025DAC0038L01L02 - Fourniture de  
copies d'examen**

---

**Université Clermont Auvergne  
49 Boulevard François Mitterrand  
CS 60032  
63000 CLERMONT-FERRAND**

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

|   |                                  |   |
|---|----------------------------------|---|
|    | <b>Objet</b>                     | Marché n° 2025DAC0038L01L02 - Fourniture de copies d'examen |
|    | <b>Type de contrat</b>           | Accord-cadre  |
|    | <b>Nombre de lots</b>            | 2   |
|    | <b>Tranches optionnelles</b>     | Sans tranches optionnelles                                  |
|    | <b>Clauses sociales</b>          | Avec  |
|    | <b>Clauses environnementales</b> | Avec  |
|    | <b>Durée / Délai</b>             | Défini par lot  |
|    | <b>Reconduction</b>              | Avec  |
|    | <b>Prix</b>                      | Prix unitaires  |
|   | <b>Variation des prix</b>        | Avec  |
|  | <b>Avance</b>                    | Avec  |

## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat .....                        | 4  |
| 1.1 - Objet du contrat .....                                       | 4  |
| 1.2 - Décomposition du contrat .....                               | 4  |
| 1.3 - Type d'accord-cadre .....                                    | 4  |
| 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande du lot 1 ..... | 4  |
| 1.5 - Réalisation de prestations similaires .....                  | 4  |
| 2 - Pièces contractuelles .....                                    | 5  |
| 3 - Durée et délais d'exécution .....                              | 5  |
| 3.1 - Durée du contrat .....                                       | 5  |
| 3.2 - Reconduction .....   | 5  |
| 4 - Prix .....   | 5  |
| 4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....                    | 5  |
| 4.2 - Modalités de variation des prix .....                        | 5  |
| 5 - Garanties Financières .....                                    | 6  |
| 6 - Avance .....   | 6  |
| 6.1 - Conditions de versement et de remboursement .....            | 6  |
| 6.2 - Garanties financières de l'avance .....                      | 6  |
| 7 - Modalités de règlement des comptes .....                       | 6  |
| 7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....              | 6  |
| 7.2 - Présentation des demandes de paiement .....                  | 6  |
| 7.3 - Délai global de paiement .....                               | 7  |
| 7.4 - Paiement des cotraitants .....                               | 7  |
| 8 - Conditions d'exécution des prestations .....                   | 7  |
| 9 - Développement durable .....                                    | 9  |
| 10 - Constatation de l'exécution des prestations .....             | 9  |
| 10.1 - Vérifications .....   | 9  |
| 10.2 - Décision après vérification .....                           | 9  |
| 11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....       | 9  |
| 12 - Pénalités de retard .....                                     | 9  |
| 13 - Assurances .....  | 9  |
| 14 - Résiliation du contrat .....                                  | 10 |
| 14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....           | 10 |
| 14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....                | 10 |
| 16 - Dérogations .....   | 10 |

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :  
Marché n°2025DAC0038L01L02 - Fourniture de copies d'examen

Sont exclues de cette consultation les copies d'examen du type fiche optique nécessitant un lecteur optique pour le traitement des données.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Tous sites de l'Université Clermont Auvergne

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

| Lot(s) | Désignation  |
|--------|--|
| 01     | copies d'examen ordinaires   |
| 02     | copies d'examen avec anonymisation par bandes adhésives de type "Infosafe" |

Le lot 1 fait l'objet d'un accord-cadre attribué à 3 opérateurs économiques maximum. Le lot 2, faisant l'objet d'une procédure distincte, est attribué à un seul prestataire.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande du lot 1

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur. Les 3 titulaires se verront attribuer les bons de commande dans les conditions suivantes :

L'attribution des bons de commande se fera auprès de l'un des attributaires de l'accord cadre sans remise en concurrence préalable. Les modalités d'attribution pourront alors dépendre d'éléments liés au prix et/ou de la disponibilité du produit et/ou de la qualité du produit.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## 1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cadre de réponse technique (CRT)

## 3 - Durée et délais d'exécution

### 3.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre. Ces délais ne pourront pas dépasser les délais de livraison annoncés dans l'offre du titulaire, sauf si le service demandeur donne son accord.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### 3.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 4 - Prix

### 4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 08/2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont ajustables annuellement, par référence au tarif. La référence utilisée est : le tarif public du titulaire.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs (dans un BPU comportant les anciens tarifs, le pourcentage d'évolution et les nouveaux tarifs) au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 1 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Clause limitative dite " de sauvegarde " : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2,00 % par période d'ajustement.

Lorsqu'un ajustement a été effectué provisoirement en utilisant une référence antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune variation avant la variation définitive, laquelle intervient sur le

premier acompte du marché suivant la parution de la référence correspondante.

## 5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 6 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

### 6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 7 - Modalités de règlement des comptes

### 7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct

comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002806100013
- Numéro de marché : 2025DAC0038L01 ou 2025DAC0038L02
- Code service : (Non obligatoire)
- Numéro d'engagement juridique : n° Bon de commande en 45xxxxxxxx

### **7.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **7.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **8 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

#### **Bon à tirer**

Les services de l'Université pourront demander un bon à tirer (BAT) avant l'envoi d'une commande.

Ce BAT permettra de valider la conformité des documents à imprimer (contenu, texte, typo, visuels). Ceux-ci seront vérifiés, validés par le service demandeur et retournés au titulaire par courrier électronique.

En cas de décision de rejet du bon à tirer - toujours par courrier électronique - le titulaire du marché s'engage à soumettre au service demandeur un nouveau BAT par courriel dans un délai maximum de 24 heures. Ce délai démarre à compter de la notification par courriel de la décision de rejet du BAT.

#### **Demande d'échantillons**

A la demande d'un des services de l'université, le titulaire devra être en mesure d'envoyer des échantillons des documents demandés, avant toute commande

La quantité des échantillons sera déterminée en accord avec le service demandeur.

#### **Notification par le biais du profil d'acheteur**

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

#### **Stockage, emballage et transport :**

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison (étage, bureau, local dédié, ...)

Le conditionnement, le chargement et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité. Les livraisons s'effectuent franco de port et d'emballage.

Les emballages devront être adaptés à chaque type de produits conformément aux normes existantes et aux engagements environnementaux.

#### **Conditions de livraison :**

Le délai d'exécution de chaque commande partira de la date de notification du bon de commande correspondant. Des conditions particulières de livraison pourront être précisées sur les bons de commande.

Le non-respect de l'adresse de livraison pourra entraîner le refus de réception des prestations qui seront alors soit livrées à l'adresse mentionnée sur le bon de commande soit retournées au titulaire qui devra prendre en charge les coûts de transport y afférant.

L'accès des personnels du titulaire ou du transporteur dans les locaux des établissements est soumis aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur et/ou propre au bâtiment concerné.

Chaque livraison devra être accompagnée d'un bordereau de livraison et numéroté indiquant les mentions suivantes :

- L'identification du titulaire ;
- Le nom du service, nom et n° de téléphone de l'interlocuteur ayant passé la commande ;
- Le lieu et la date de livraison ;
- La référence du marché ;
- La référence du bon de commande ;
- Les quantités demandées et livrées ;
- L'identification des prestations livrées ;
- Les prix unitaires HT, TTC et le montant total TTC de la livraison.

Les livraisons partielles ne seront pas autorisées (sauf accord préalable du service émetteur du bon de commande et ce à titre exceptionnel).

La signature du bon de livraison ne vaut pas admission des prestations, et ne saurait remplacer la procédure de constatation de l'exécution des prestations prévue au CCP.



Les autres dispositions relatives aux conditions de livraison s'appliquent selon l'article 21 du CCAG-FCS.

## 9 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le candidat doit mettre en place des démarches en faveur des personnes éloignées de l'emploi ou pour favoriser l'apprentissage des jeunes et cela devra faire l'objet d'une description au sein du cadre de réponse techniques.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Dans la fabrication des produits demandés, le prestataire devra utiliser du papier réduisant les impacts environnementaux (comme par exemple les papiers recyclés ou les papiers à base de fibres vierges provenant de forêts gérées durablement).

Le Prestataire veillera à mettre en place une politique de livraison visant à réduire son impact carbone dans ses déplacements en favorisant l'utilisation de véhicules à faible émission de CO<sub>2</sub>, en optimisant les circuits de livraison ou en réduisant les conditionnements.

Cela devra faire l'objet d'une description détaillée au sein du cadre de réponse techniques.

## 10 - Constatation de l'exécution des prestations

### 10.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par le service ayant réceptionné la commande.

### 10.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 12 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 50,00 €.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble de l'accord-cadre, conformément aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## 13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 14 - Résiliation du contrat

### 14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 16 - Dérogations

- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services